Zeitschrift: Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

Herausgeber: Le messager suisse

Band: - (1995)

Heft: 81

Artikel: Union européenne : deux contre, un pour

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-847918

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Union européenne

DEUX CONTRE, UN POUR

Un an après leur adhésion à l'Union européenne, la Suède, la Finlande et l'Autriche font le point. C'est le désenchantement qui domine chez les Suédois et les Autrichiens, alors que les Finlandais seraient prêts à redire oui.

Le 1er janvier 1995, la Suède, la Finlande et l'Autriche entraient dans l'Unions européenne (UE). Les Douze devenaient ainsi les Quinze, et, pour ces trois pays, c'était le saut dans l'inconnu. Même si les citoyens avaient été consultés par référendum, ils n'avaient qu'une vague idée de ce qui les attendait. Surtout, les peuples consultés avaient eu à choisir entre deux scénari pareillement irréalistes : les partisans de l'adhésion à l'UE promettaient un monde merveilleux, tandis que leurs adversaires prévoyaient l'Apocalypse.

Aujourd'hui, Suédois et Autrichiens sont amers. Si leur vie a changé, c'est plutôt en mal, et les belles promesses des partisans du oui tardent à se réaliser. Seuls les Finlandais se félicitent de leur choix. Des situations différentes qui tiennent à la fois à l'état initial des pays, et à la nature des campagnes menées avant les référendums d'adhésion.

L'Autriche s'apprête à renouveler son parlement, le 17 décembre, et le débat sur l'adhésion à l'UE figure en bonne place dans la campagne électorale. Jörg Heider, leader populiste - son parti est la troisième force politique du pays - ne se prive pas de vilipender la propagande gouvernementale qui a conduit au oui, en juin 1994. Force est de constater que, sur ce point, il n'a pas tort. Tout avait été orchestré à l'époque pour convaincre de la nécessité de l'adhésion. Seules des informations exagérément positives avaient été publiées. On avait par exemple annoncé une baisse générale des prix, et promis à tous les ménages autrichiens une économie de 1000 shillings par mois (environ 500 francs français).

La lenteur et le coût de l'intégration à l'UE font qu'aujourd'hui, la réalité est tout autre. L'adaptation du pays aux réglementations européennes a fait grimper les déficits publics, et conduit à l'éclatement de la coalition socialo-conservatrice, incapable de s'entendre sur le budget 1996. Les produits importés du reste de l'UE coûtent moins cher qu'avant, mais on reste loin des économies faramineuses promises au printemps 1994.

Au nord du continent européen, deux pays voisins, la Suède et la Finlande, vivent leur nouveau statut de membre de l'UE de façon très différente.

En Suède, le sentiment est à peu près le même qu'en Autriche. S'ils devaient se prononcer à nouveau sur l'adhésion, les Suédois ne seraient plus que 26% à voter oui. Là encore, les espoirs suscités par la campagne précédant le référendum ont été déçus. Les coûts de l'intégration s'accumulent, alors que les contreparties se font attendre. Les consommateurs n'ont pas encore vu le prix des denrées alimentaires baisser. En effet, la TVA de 25% ne sera ajustée que l'année prochaine au niveau européen. Les agriculteurs attendent les subventions, alors qu'ils sont déjà confrontés à la concurrence des autres pays de l'UE. Le mécontentement est général, ou presque. Les industriels se frottent les mains, satisfaits de pouvoir exporter à des prix concurrentiels en Europe, avec en plus l'avantage d'une devise faible.

La morosité des Suédois n'est pas partagée par leurs voisins Finlandais. L'entrée dans l'UE a coïncidé avec une amélioration de la conjoncture économique du pays. Durement éprouvée par la crise, la Finlande enregistre encore un taux de chômage de 16%. Mais les choses ont commencé à changé cette année, et la production industrielle a augmenté de plus de 11%, un record sur les quinze dernières années. Longtemps dominé par la Suède, puis dépendant de l'Union soviétique, le pays a retrouvé une certaine confiance en lui-même en adhérant à l'UE.

D'après le Journal de Genève du 13 novembre 1995.